

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Le-debat-sur-le-plan-B-commence-a

Divergences vives et instructives entre Josep Borell et le président Kwasnievski

Le débat sur le "plan B"

commence à faire rage...

- Internationale - activités internationalistes.... -

Date de mise en ligne : dimanche 8 mai 2005

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

Le débat sur le plan B commence à faire rage...

Le « non » a progressé aux **Pays-Bas jusqu'à 58,5 %**. Il vient de **progresser en Pologne de 36 % à 44 %** des voix. Il monte **majoritairement au Danemark**. La **Suède** est traversée vent debout par le débat sur Bolkestein et les salaires des ouvriers du bâtiment letton au point que l**e plus grand syndicat menace de revoir sa position sur la constitution**. Oskar Lafontaine, dirigeant respecté du Spd, très écouté des syndicats allemands, tout comme Georges Dubunne, dirigeant syndical belge de la Fgtb, fondateur président de la Ces, défendent le « non ». Les grecs sont secoués par une crise sociale, 200 000 manifestants réclamant un referendum et clamant : **« le non Francais est notre non »**. Le Portugal qui vote à l'automne se sent concerné.

Cela fait naturellement éclater le débat jour après jour, partout en Europe, à propos du fameux « plan B ». Y a t il une alternative, un meilleur compromis possible à cette constitution ?

En fait la France est si peu isolée que tous les dirigeants des 25 qui avaient cru pouvoir ratifier la Constitution »en douce » le 18 juin dernier, 5 jours à peine après l'élection du Parlement européen et sans l'avoir consulté, ni lui, ni les électeurs, discutent dorénavant ouvertement de ce qu'ils vont faire après le « non » français.

Il y a ceux qui viennent en France pour « nous convaincre ».

Il y a ceux qui, préjugeant du résultat français, s'apprêtent déjà à annuler leur propre referendum : c'est le cas de Tony Blair ré élu en perdant 4 % des voix et 57 députés, Si les Français votent « non », le referendum britannique prévu en 2006 serait annulé.

Et le président polonais Kwasniewski tente à son tour de limiter les dégâts : ***« S'il s'avère qu'après son rejet par les Français, il faille renégocier la Constitution, le référendum sera reporté. »*** L'ordre de cette dernière déclaration est instructif : le « non », puis la « renégociation » donc l'annulation. S'il y a rejet par les Français, il faudrait renégocier, dans ce cas, à quoi bon voter ? Le président polonais se place déjà dans l'optique de la recherche d'un nouveau « plan ».

Un tel aveu ne convient pas à ceux qui veulent maintenir absolument les Français sous pression, ceux qui savent que si s'installe l'idée d'une renégociation, il n'y a plus de raisons le 29 mai de voter « oui » à ce mauvais texte constitutionnel...

Voilà pourquoi Josep Borell, (président socialiste du Parlement européen à majorité de droite), le réaffirme ce 6 mai : « Le rejet de la Constitution par voie de référendum dans un pays de l'Union européenne ne mettra pas un terme au processus ». "Si un pays dit 'non', nous en prenons acte et continuons à demander l'opinion des autres", a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse conjointe avec la vice-présidente de la Commission européenne Margot Wallstrom et le Premier ministre hongrois Ferenc Gyurcsany.

Ah, bon parce que si un pays comme la France dit « non », on va faire semblant ? Comme si de rien n'était ? D'autres chefs d'état vont aller au casse-pipe, et faire voter, à leur tour, leur peuple, qui risque d'imiter les français, ce, seulement pour faire plaisir au « processus » ? Qui croit cela une seule seconde ?

Déjà le 1er juin, les Pays-Bas votent « non » et la France n'est plus seule... Un par un les dirigeants de droite, imperturbables, vont vouloir connaître le même sort que Chirac et être désavoués... tellement ils ont l'intention de ne pas lâcher ce texte constitutionnel si formidable ! Bien sur que cela ne se passera pas comme cela, et cela

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

transparaît dans ce désaccord entre Josep Borell et M. Kwasnievski

Et c'est François Hollande qui alimente ce débat : c'est lui qui annonce une bataille « pour un nouveau traité social ». Si tel est son souhait, il ne faut pas commencer par voter « oui » car, en cas de « oui », cette bataille est mort-née. Il faut, au contraire, exploiter cette situation qui fait que le « non » pousse à rediscuter au niveau européen. Au lieu de nier qu'il y ait un plan B », il vaudrait mieux le préparer, ressortir, par exemple, les sept exigences sociales que défendait le Ps unanimement, il y a tout juste un an. Si on n'a pas été entendus hier, la poussée du « non » permet de mieux pouvoir l'être aujourd'hui.

Gérard Filoche, le samedi 7 mai 2005, D&S

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux